



ARRETE DU MAIRE
N°60-2022

**De non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le maire de Soucieu-en-Jarrest,

Vu la déclaration préalable présentée le 14 octobre 2022 par monsieur Jérôme RIVOIRE
demeurant 7 rue de la Poste – 69510 SOUCIEU EN JARREST, enregistrée sous le numéro
DP0691762200088,

Vu l'objet de la déclaration :

- Construction d'un portail,
- Sur un terrain situé 7 rue de la Poste à Soucieu-en-Jarrest,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

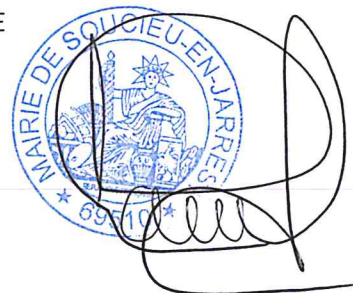
ARRÊTE

Article unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable

Fait à SOUCIEU EN JARREST,
Le 24 OCT. 2022

Le Maire,
Arnaud SAVOIE



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code
général des collectivités territoriales.*

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.